

## LA FRANCE UNIE avec

### Bernard **SCHREINER**

47 ans, marié, deux enfants  
Ancien Président de la Mission TV câble  
Adjoint au Maire de Mantes-la-Jolie  
Député

### Annette **PEULVAST**

41 ans, mariée, deux enfants  
Professeur d'Histoire-Géographie  
Conseillère Municipale de Mantes-la-Ville  
Présidente de la Commission Formation et Enseignement  
du District Urbain de Mantes



Madame, Monsieur,

En 1981, à la suite de la victoire de François Mitterrand, vous m'avez fait confiance pour défendre vos droits, les intérêts de la France et de notre région à l'Assemblée Nationale.

Pendant sept ans, je me suis efforcé, avec mes collaborateurs, de répondre aux nombreuses demandes des habitants, des élus et des entreprises du Mantois. Plus de 11 000 dossiers ont été traités et cela m'a permis de connaître en profondeur les problèmes des plus démunis, de mieux comprendre les difficultés des uns et des autres face aux conditions de logement, au chômage, à certaines lenteurs de l'administration, à l'adversité sous toutes ses formes. Beaucoup de ces dossiers, lorsque cela était possible, ont été résolus.

J'aime cette région mantaise, si riche en savoir faire et en histoire et je me bats au Parlement comme sur le terrain pour lui redonner courage, espoir, dynamisme.

Certains objectifs ont été atteints ou sont en voie de l'être dans le domaine de la formation, bien inadaptée dans notre région (implantation d'un premier cycle universitaire, rénovation du lycée, création d'un nouveau L.E.P.), dans le domaine des infrastructures nécessaires au développement économique de la vallée de la Seine (second pont et rocade de Limay, installation du câble en fibres optiques, etc...), dans celui de l'image de marque du Mantois.

Certes, il reste beaucoup à faire, en particulier dans le domaine de l'emploi, des transports... mais je suis persuadé que nous arriverons ensemble à sortir notre région de ses difficultés.

Pour cela, il faut une Assemblée Nationale capable d'appuyer les objectifs et de faire respecter les valeurs proposées par François Mitterrand et acceptées par une grande majorité de Français. Ce que rappelle Michel Rocard dont tout le monde connaît la rigueur, le souci de parler vrai et le sens du dialogue.

Il est donc nécessaire que les Français donnent au Président de la République et au Gouvernement une majorité parlementaire capable de mettre en œuvre ces objectifs et ces valeurs. Non pas pour bloquer l'ouverture mais au contraire pour la rendre possible.

Nous nous engageons, avec ma suppléante dont on connaît le travail et le dynamisme, en particulier dans le domaine de la formation, à tout faire pour l'avenir du Mantois et celui de notre pays.

Bernard Schreiner  
Annette Peulvast

*Ensemble pour l'avenir du Mantois*  
**avec Bernard SCHREINER et Annette PEULVAST**



Le 8 mai dernier, par une des majorités les plus fortes que l'on ait connues sous la V<sup>e</sup> République, les Français ont réélu François MITTERRAND à la tête de l'Etat.

Cette victoire n'est ni celle d'un parti, ni un chèque en blanc. Mais c'est indiscutablement l'adhésion du pays à des valeurs et le choix de principes mis en avant par le Président de la République : la stabilité des institutions et l'impartialité de l'Etat, la solidarité et le refus des exclusions afin que nul ne soit laissé sur le bord du chemin de la modernisation économique, la formation des jeunes et l'emploi, la construction de l'Europe et le rôle actif que doit jouer la France pour la paix et le désarmement.

Ces valeurs qui sont celles de la République et de la démocratie ainsi que ces objectifs peuvent rassembler une très large majorité de Français, au-delà des clivages politiques existants.

Le Président de la République m'a fait l'honneur et la confiance de m'appeler à la tête du Gouvernement pour y réunir des hommes et des femmes de sensibilités différentes mais qui avaient en commun leur attachement aux idéaux de liberté, d'égalité et de fraternité. Quelques uns — courageux — sont venus en avant-garde de cette ouverture souhaitée par les Français. D'autres, et je le regrette, avaient refusé par avance la main qui leur était tendue.

Dès lors, pour la stabilité des pouvoirs publics, pour que le Gouvernement dispose d'une majorité stable, il n'y avait pas d'autre solution que celle consistant à donner la parole au peuple, en dissolvant l'Assemblée Nationale. M. BARRE, dont il faut saluer l'honnêteté intellectuelle, a d'ailleurs reconnu que c'était la seule solution conforme à l'esprit des institutions de la V<sup>e</sup> République et qu'elle ne compromettait en rien l'ouverture nécessaire au lendemain des élections législatives.

Des enjeux importants nous attendent. Certains sont urgents parce que l'actualité nous presse : je pense au rétablissement du dialogue et de la paix civile en Nouvelle-Calédonie, que j'ai engagé. D'autres sont urgents parce qu'il faut les préparer sans tarder pour assurer l'avenir : la formation, le logement social, la fiscalité.

Je vous demande donc de donner au Président de la République et à mon Gouvernement la majorité parlementaire de rassemblement et d'ouverture dont nous avons besoin pour répondre aux attentes du pays, comme à son avenir.

MICHEL ROCARD

Premier Ministre  
Maire de Conflans-St-Honorine

